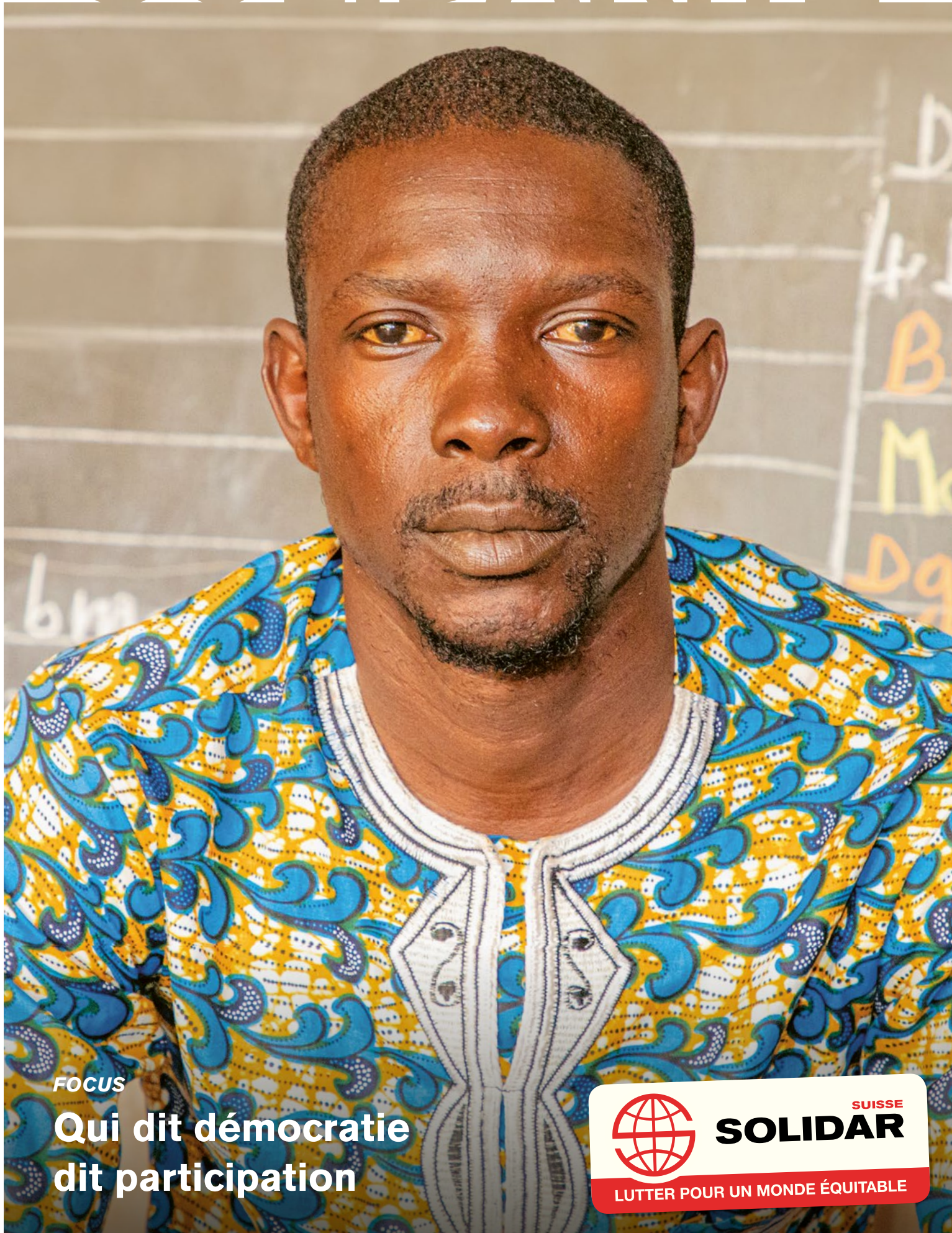


# SOLIDARITÉ



**FOCUS**

**Qui dit démocratie  
dit participation**



**SUISSE**  
**SOLIDAR**

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



**Felix Gnehm**  
Directeur de Solidar Suisse

**CHÈRE LECTRICE,  
CHER LECTEUR**

**En 2023, Solidar Suisse a enregistré le plus grand succès financier de son histoire. Avec des revenus dépassant les 32 millions de francs, nous avons augmenté notre chiffre d'affaires de 10 millions en deux ans. Nous sommes ravi-e-s de pouvoir ainsi investir davantage dans les 70 projets que nous menons dans 21 pays et soutenir encore plus de personnes dans leur lutte pour leurs droits et la participation autonome à l'amélioration de leurs conditions de vie souvent précaires.**

**Ce numéro de *Solidarité* met à l'honneur notre action en faveur de la démocratie et des droits fondamentaux. Une étude d'impact externe consacrée à cet axe de travail vient de nous attribuer d'excellentes notes. La participation démocratique comme pilier de nos sociétés s'avère une voie véritablement efficace pour sortir des inégalités sociales et économiques extrêmes. Hélas, cette voie se fait de plus en plus rocailleuse, comme le montreront les articles qui suivent. La marge de manœuvre de la société civile s'amoindrit, les régimes autocratiques foulent aux pieds les droits humains et en Suisse aussi, les forces sociales qui voient d'un mauvais œil la liberté d'opinion et les voix critiques comme la nôtre prennent de l'ampleur. Nous nous en rendons particulièrement compte quand nous dénonçons les méfaits d'une politique suisse injuste en matière commerciale, fiscale et de matières premières ou les violations de droits humains par des entreprises suisses.**

**Mais nous ne nous taisons pas. Nous tenons à ce que les voix des femmes et des hommes qui se battent courageusement au Guatemala, en Indonésie ou au Burkina Faso soient aussi entendues chez nous, au pays des gagnant-e-s de la mondialisation.**

**Felix Gnehm**

# SOMMAIRE

04



## Focus – Démocratie

- 04 Solidar Suisse s'engage pour que les citoyen-ne-s puissent contribuer à façonner leurs conditions de vie, seule façon de combattre efficacement les inégalités.
- 08 En Bolivie, des jeunes du projet LanzArte s'engagent à travers l'art et changent la société.
- 09 L'organisation guatémaltèque AGIMS se bat contre la discrimination des femmes et pour la sauvegarde de la démocratie.
- 10 Mozambique : grâce à l'implication active de la population, les groupes défavorisés ont aussi accès à de l'eau potable propre.
- 12 Les travailleuses et travailleurs de l'industrie du nickel en Indonésie se voient de plus en plus nier leurs droits fondamentaux. Les syndicats montent au créneau.

**14 À chaud**

**15 Solidar recommande**

**17 Chronique**

**18 Sudoku & Revue de presse**

**19 Ensemble & Impressum**

**20 Merci**



## 13 Racontez-nous

En Suisse aussi, on tente de museler les ONG critiques : Johanna Michel explique pourquoi l'Alliance suisse contre les SLAPP est nécessaire.



## 16 Le défi

Paula Hromkovicova et Léa Fridrich s'occupent des successions chez Solidar Suisse. Qu'est-ce qui motive les deux jeunes femmes ?

# FOCUS - DÉMOCRATIE





*Des militant-e-s du projet de jeunes LanzArte en Bolivie dansent dans les rues pour sensibiliser à leurs revendications.*

La démocratie implique la possibilité de contribuer à façonner ses conditions de vie, la protection des droits fondamentaux et l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à la justice. Elle permet l'expression de son opinion et de s'organiser librement, l'égalité de toutes et tous devant la loi et de pouvoir mettre le gouvernement face à ses responsabilités. Notre engagement est guidé par cette seule façon de combattre les inégalités et d'impliquer la population dans son ensemble.

## **PAS DE DÉMOCRATIE SANS PARTICIPATION**

*Texte : Sandrine Rosenberger, responsable Suivi ;  
photos : Solidar Suisse et Bruno Kiemtore Lassané,  
vignette : Budhi Button*

Partout dans le monde, la démocratie est en danger. Plusieurs rapports internationaux font état d'une érosion spectaculaire des droits fondamentaux démocratiques entre 2017 et 2022. D'après l'institut de recherche indépendant V-dem, la moitié des États de la planète étaient des autocraties fin 2022. Alors qu'en 2016, plus de la moitié des citoyen-ne-s du monde vivaient encore en démocratie, ce n'était plus le cas que de 28 % en 2022. Près des trois quarts de la population mondiale, soit 5,7 milliards de personnes, vivaient sous un régime autocratique. Diverses restrictions ont en outre été observées : baisse de la liberté d'expression, hausse de la censure médiatique, durcissement de la répression contre les organisations de la société civile et déclin de la qualité des élections. Selon le CIVICUS Monitor de l'an dernier, qui surveille spécifiquement la liberté d'association, de réunion et d'expression, le droit d'exprimer librement son opinion est le plus souvent bafoué. Nombre de gouvernements enfreignent



aussi la liberté de réunion en arrêtant les personnes qui manifestent et en recourant à une violence injustifiée. Les défenseur-e-s des droits humains et les journalistes sont la cible de harcèlement et de poursuites. Aujourd'hui, on constate de graves atteintes aux libertés fondamentales dans 118 pays sur 198.

Ce démantèlement ciblé des droits fondamentaux restreint la marge de manœuvre de la société civile pour tenter de la faire taire. Tel est le cas en Indonésie, où les syndicalistes sont de plus en plus souvent criminalisé-e-s (p. 12). Mais en Suisse aussi, des plaintes injustifiées viennent mettre des bâtons dans les roues des ONG et journalistes critiques (p. 13).

### **Comment Solidar Suisse promeut-elle la démocratie ?**

Comment mettre fin à ce déclin ? Comment promouvoir la démocratie ?

On entend généralement par démocratie un ensemble de pratiques et de principes qui permettent à la population d'être souveraine, défendent les valeurs d'égalité et de liberté et protègent les droits fondamentaux de chacune et de chacun. En font partie des élections libres, l'État de droit, l'accès aux services de base, la liberté d'expression et la participation de la société civile.

Pour Solidar Suisse, les valeurs fondamentales démocratiques sont une condition indispensable pour défendre les droits des minorités et des groupes marginalisés et lutter contre les inégalités. Nous soutenons les parties impliquées en prêtant attention au contexte, à la situation politique et à la problématique en cause ainsi qu'en mettant la priorité sur la participation de la société civile aux décisions importantes, l'accès non discriminatoire aux services de base et à la justice et le contrôle du gouvernement. L'efficacité de notre approche en matière de participation a été démontrée par une étude externe l'an dernier.<sup>1</sup>

### **Faire valoir ses propres droits**

Pouvoir participer implique de connaître ses droits et de savoir comment les faire respecter. Dans le cadre d'un projet au Salvador, nos organisations partenaires informent les jeunes et les femmes de leur droit à une sexualité et à une grossesse autodéterminées et les aident à dénoncer les violences sexistes. « Nous croyons connaître nos droits, mais tout ce que nous connaissons en fait, c'est la version qu'on nous en a racontée », observe un participant au projet, laissant entrevoir ce que cela peut impliquer de mieux connaître ses droits. Au Guatemala, les femmes autochtones s'engagent en outre

*Les membres du comité citoyen de Loumbila au Burkina Faso ont réussi à faire directement valoir les revendications de la population lors des séances du Conseil communal.*

contre le racisme et se battent pour un accès égal aux services publics (p. 9).

Au Burkina Faso, nous soutenons la formation de réseaux d'organisations de la société civile dans les communes pour faire entendre les besoins de la population aux autorités. En même temps, des émissions de radio diffusées dans les langues locales informent les habitant·e·s des régions reculées des décisions récentes des autorités, ainsi que de leurs droits et obligations (encadré p. 9), ce qui renforce leur assurance et leur capacité à donner leur avis et à influencer ces décisions.

C'est aussi l'objectif poursuivi – avec de tout autres moyens – par le projet LanzArte en Bolivie, qui invite des jeunes à développer leurs aptitudes artistiques et leur offre un espace où exprimer leurs revendications de manière créative. Ce projet les transforme en agent·e·s du changement : les jeunes sensibilisent la population aux valeurs démocratiques et aux droits humains avec leurs propres pièces de théâtre et s'engagent activement à travers diverses initiatives (p. 8).

### **Une meilleure qualité de vie et moins de corruption**

Parce qu'elles dialoguent avec des représentant·e·s de la société civile, les autorités rendent des décisions mieux adaptées aux besoins de la population. Les projets de Solidar ont ainsi amélioré l'accès aux services publics tels que l'eau, la santé, l'éducation et la justice. C'est par exemple le cas au Mozambique, où, grâce à l'implication de la population, les personnes qui en avaient le plus besoin ont pu avoir

accès à l'eau potable (p. 10). Au Salvador, des organisations de femmes aident des femmes victimes de violences à défendre leurs droits et contribuent au travail de prévention, en collaboration avec la justice et les autorités. La participation d'organisations de la société civile permet de s'assurer que le gouvernement honore ses engagements et, ainsi, de le mettre face à ses responsabilités.

L'étude épingle ce dialogue entre parties prenantes comme l'un des points forts des projets de Solidar analysés. Conjugué à la promotion de la capacité des organisations de la société civile à

---

**« Près des trois quarts de la population mondiale vit sous un régime autocratique. »**

---

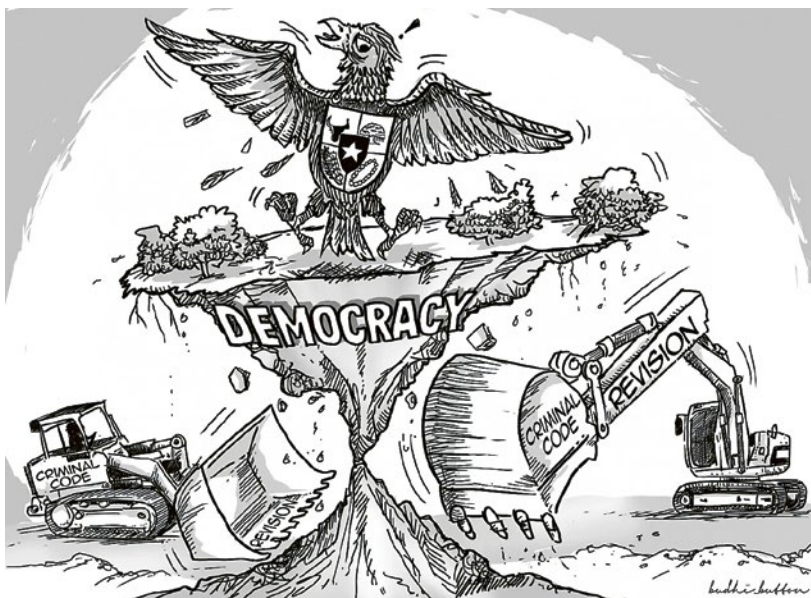
unir leurs forces, il a eu une incidence remarquable. Quand, grâce à l'engagement de ces organisations, les services publics sont aménagés en faveur des citoyennes et citoyens, deux effets clés en résultent : les conditions de vie s'améliorent et la population constate que s'investir a un impact.

### **Impliquer la population dans son ensemble**

Un objectif important des projets de Solidar Suisse est d'atteindre les groupes vulnérables. Or, toutes les barrières et formes de discrimination ne sont pas combattues de manière suffisamment systématique. Les auteur·e·s de l'étude externe recommandent d'élaborer, pour l'ensemble des projets, des approches claires en matière de coopération avec les groupes marginalisés. Celles-ci doivent mettre au jour les facteurs discriminatoires et développer des pistes pour mieux intégrer les personnes concernées, y compris pour les aspects propres au genre. Nous mettrons ces recommandations en œuvre de manière à accompagner encore mieux ces personnes pour qu'elles puissent aussi s'engager et faire entendre leur voix dans les périodes difficiles.

<sup>1</sup> Voir [solidar.ch/fr/etudeimpact](https://solidar.ch/fr/etudeimpact)

*En Indonésie, une nouvelle loi pénale restreint la liberté d'expression (voir p. 12).*





## L'ART COMME CATALYSEUR POLITIQUE

Le projet LanzArte outille les jeunes de moyens artistiques pour leur permettre d'élever la voix et de changer la société.

Texte : Christof Hotz ; photo : Taj

*Joselyn Rodríguez lors d'un spectacle de danse de LanzArte.*

En 2006, des émeutes ont fait plusieurs morts dans la ville minière de Huanuni, sur les hauts plateaux boliviens. Pour combler les fossés sociaux creusés par ce drame, un projet de réconciliation a été lancé avec des jeunes : l'embryon du projet LanzArte, qui prospère aujourd'hui dans 25 villes et communes de toute la Bolivie. Lors de ma visite en 2010, j'ai assisté à des scènes sur la marginalisation, les violences domestiques et sexuelles et la toxicomanie dans un ancien cinéma plein à craquer, où le célèbre chanteur Luis Rico interprétait aussi, en chœur avec les jeunes, des chansons sur des questions sociales et sur la pollution de la région. J'ai été frappé par l'intensité des représentations qui permettaient de saisir la réalité de vie de ces jeunes.

### Des procédés efficaces

LanzArte a depuis largement porté ses fruits : « Chez nous, tu n'apprends pas seulement à danser ou à faire de l'art, mais aussi ce que sont les droits humains et comment utiliser tes droits. C'est alors que tu commences à remettre les choses en question », explique

la responsable de LanzArte, Joselyn Rodríguez. « C'est parce que j'apprécie l'art que j'ai pu assumer un rôle de direction. » Les jeunes sensibilisent des milliers de personnes aux valeurs démocratiques à travers leurs propres pièces de théâtre, chorégraphies et vidéos et échangent lors de rencontres nationales. Au point parfois de déclencher des processus personnels : « J'ai été victime d'abus sexuels, mais personne ne me croyait. On disait que je cherchais juste de l'attention. Chez LanzArte, je souhaite visibiliser les violences sexuelles pour que les femmes touchées ne soient pas victimes une nouvelle fois et pour que ce qui m'est arrivé ne se reproduise plus. LanzArte m'a permis un jour de comprendre que le coupable, c'était mon beau-père, pas moi », confie une autre participante. LanzArte a aussi une influence politique : aujourd'hui, plusieurs communes prévoient un budget pour l'éducation, l'insertion des jeunes sur le marché du travail, la protection de l'environnement et la prévention des violences sexistes.

### LanzArte, un creuset de cadres

Et ce n'est pas tout : d'ancien-ne-s participant-e-s à LanzArte occupent aujourd'hui d'importants postes politiques. « Le maire d'Irupana a participé au projet », raconte l'animatrice Tania Oros, « tout comme Wendy Pérez, aujourd'hui directrice de SEPMUD, le service plurinational pour les femmes et le démantèlement du patriarcat, pour ne citer que deux exemples. » L'artiste de rue Javier Gutiérrez résume parfaitement l'impact de LanzArte : « Nous allons de quartier en quartier pour parler aux habitant-e-s de sujets comme la violence, la toxicomanie et l'alcoolisme et leur expliquer comment se débarrasser de ces problèmes. L'art n'est pas qu'un jeu : se lancer, c'est y trouver un espace de transformation. »



### Votre don est crucial

65 francs permettent à un-e jeune de participer à un atelier LanzArte d'une journée avec des producteur-trice-s vidéo expérimenté-e-s. Avec 100 francs, un-e jeune peut présenter une pièce de théâtre, par exemple sur le machisme et la violence, dans plusieurs écoles ou lieux publics. 120 francs financent la participation d'un-e jeune à une rencontre nationale d'échange.

## « NE PAS SE LAISSER PARALYSER PAR LA PEUR »

Au Guatemala, l'organisation AGIMS se bat contre la discrimination des femmes et pour la sauvegarde de la démocratie.

*Texte : Monika Hess, responsable du programme Amérique centrale ; photo : AGIMS*

Lorsque j'ai écrit ces lignes, des Guatémaltèques luttèrent pour leur démocratie. Usant de mesures anticonstitutionnelles, des cercles proches de l'élite corrompue au pouvoir tentaient en effet d'empêcher le président légitimement élu Arévalo de prendre ses fonctions. Outre la pression internationale, ce sont aussi et surtout les mouvements sociaux, les organisations autochtones et la société civile qui se sont opposés à la tentative de coup d'État par diverses actions et avec succès : Arévalo a finalement prêté serment mi-janvier.

### Protester malgré la persécution

Le rôle clé de la société civile dans la crise qui secoue le Guatemala démontre toute l'importance de la coopération entre Solidar et des organisations comme AGIMS. C'est notamment grâce à notre soutien financier que celles-ci peuvent grandir, élaborer des stratégies face aux problèmes locaux et s'engager pour l'État de droit et l'égalité des droits.

Cela fait plus de vingt ans qu'Esperanza Tubac, aujourd'hui coordinatrice, a fondé l'Asociación Grupo Integral de Mujeres Sanjuaneras (AGIMS) à San Juan Sacatepéquez avec quatre autres femmes. Dans cette commune située à une heure et demie au nord de la capitale, elles souhaitent expliquer leurs droits aux femmes autochtones, leur donner accès aux soins de santé et se battre contre les violences faites aux femmes. « Nous avons compris que pour parvenir à une vie digne pour les femmes, nous devons nous engager en politique », explique Esperanza Tubac. Une entreprise courageuse au regard de la normalisation des violences envers les femmes, du racisme omniprésent et des risques de diffamation et de criminalisation qui pèsent sur les militant·e·s.

Quand AGIMS est descendue dans la rue en 2002 lors de la Journée internationale des droits des femmes, 40 femmes ont répondu à l'appel. « Vingt et un ans plus tard, elles étaient plus de 2000 à manifester pour leurs droits », ajoute-t-elle fièrement. « C'est important que nous nous organisions. Nous ne devons pas nous laisser paralyser par la peur. »

### Un contrepied à la discrimination

AGIMS renforce la participation et l'organisation politiques des femmes autochtones. Grâce à elle, les femmes sont aujourd'hui plus représentées dans



*Esperanza Tubac lors d'une manifestation pour une vie sans violence.*

les organes politiques et l'État prévoit un budget modeste pour un refuge pour femmes et un point de contact dédié aux femmes victimes de violences. AGIMS offre aux femmes affectées par la pauvreté et la violence une prise en charge et un accès à la justice gratuits, dans leur langue maternelle et dans le respect de leurs us et coutumes.

Notre coopération avec les ONG locales donne lieu à des progrès concrets pour les droits des femmes et tout en renforçant les organisations qui ripostent aux attaques contre l'État de droit.



### Burkina Faso : la participation démocratique grâce à la radio

Près de deux tiers de la population burkinabè écoutent la radio au quotidien et participent ainsi à la vie politique et sociale. Solidar soutient les stations de radio régionales de manière à améliorer la communication entre autorités locales et population. Elles rendent désormais compte des séances de Conseil communal pour que les habitant·e·s puissent réagir aux derniers développements.



## **ENSEMBLE CONTRE LA DIARRHÉE ET LE CHOLÉRA**

L'exemple du Mozambique le montre : des changements véritablement durables ne sont possibles qu'avec la participation active de la population.

*Texte : Halia Mocala, responsable du projet au Mozambique, et Joachim Merz, responsable du programme ; photos : Solidar Suisse*

« En tant que rainha, je veux faire en sorte que plus personne ne doive faire ses besoins en plein air pour que les cas de choléra et de diarrhée cessent d'augmenter », affirme Raice Jossias. Les maladies diarrhéiques sont un gros problème au Mozambique. Elles peuvent être fatales, en particulier pour les enfants en bas âge. La cause : l'eau potable souillée à cause des mauvaises conditions de conservation de l'eau propre des puits de village dans les habitations.

### **L'hygiène, un facteur décisif**

En tant que rainha (cheffe de village), Raice Jossias est, selon la tradition, l'autorité suprême de Nhandemba, un village du district de Sussundenga. Femme de 45 ans, elle est à la tête d'un village où les huttes et les maisons n'ont pas l'eau courante ; pour y accéder, il faut parcourir 50 km depuis

Chimoio sur une nouvelle route asphaltée puis un chemin de gravier rocailleux. Raice Jossias s'engage pour que la population du village ait accès à l'eau potable propre, grâce à des puits ou à de petits systèmes hydriques fonctionnant à l'énergie solaire. L'eau potable n'est toutefois qu'une partie de la solution pour prévenir les maladies ; l'autre, c'est l'hygiène. « Nous avons expliqué à toutes les familles l'importance des latrines, explique-t-elle. Le soutien matériel que nous a apporté Solidar Suisse a été très utile. Si certaines personnes avaient déjà de simples latrines faites de pieux de bois, les dalles de ciment fournies permettent de construire des latrines plus stables et plus résistantes, en a encouragé d'autres à participer. Les gens me connaissent et me respectent, si bien qu'ils écoutent les mesures que je recommande et changent de comportement. »

*Raice Jossias, cheffe du village, s'engage pour l'accès de tou-te-s à l'eau potable propre.*

### Une population déplacée par les cyclones

Nhanhemba a été fondé en 2008 quand, après des inondations, plusieurs familles ont dû quitter leurs villages situés dans les bassins fluviaux autour de Dombé. La famille de Raice Jossias était l'une d'elles. À leur arrivée, il n'y avait aucune infrastructure opérationnelle : ni école, ni centre de soins, ni puits d'eau potable. D'autres personnes sont venues s'installer à Nhanhemba en 2019 et 2021 quand les tempêtes tropicales Iday et Éloïse ont détruit leurs villages.

L'eau potable propre est une priorité dans les lieux où s'établissent par nécessité des personnes déplacées par des catastrophes naturelles. C'est ainsi que, dans les districts de Búzi et Sussundenga du centre du Mozambique, Solidar a formé des militant-e-s de l'eau dont la première tâche a consisté à s'enquérir des besoins les plus urgents auprès de la population. Ces enquêtes ont montré que le manque de latrines, ainsi que le transport non hygiénique et la conservation inappropriée de l'eau potable représentaient le plus grand risque pour la santé. « Nous allions chaque semaine de porte en porte, raconte Raice Jossias. Nous organisons des assemblées communales lors desquelles les familles s'engageaient à modifier leurs pratiques en matière d'hygiène. » La population était aussi informée grâce à des émissions de radio diffusées dans les langues locales et en portugais. À peine quelques semaines plus tard, les premières familles ont réagi en réparant leurs latrines et en les maintenant propres. Elles ont été récompensées par des certificats et les toits de leurs maisons ont été décorés de drapeaux orange. Au fil du temps, de plus en plus d'habitant-e-s leur ont emboîté le pas.

### Des latrines stables

« Nous avons reçu des t-shirts, des chapeaux et de la documentation, poursuit Raice Jossias. On nous reconnaissait ainsi facilement en tant que militant-e-s. » Solidar leur a également versé une aide mensuelle de 40 francs. « Cette somme nous a par exemple permis d'acheter du savon pour laver les vêtements que nous portions pendant nos activités. Nous poursuivons toutefois notre travail même sans ce soutien, parce qu'il est important et que la communauté du

---

**« Nous poursuivons notre travail même sans soutien, parce qu'il est important et que la communauté du village nous fait confiance. »**

---

village nous fait confiance, nous respecte et nous admire. Nous ne pouvons pas arrêter. »

Raice Jossias est satisfaite des succès récoltés à Nhanhemba. Aujourd'hui, les anciennes latrines provisoires ont cédé la place à de nouvelles latrines en adobe, solides et couvertes. Elles sont gardées propres, tout comme les bidons dans lesquels l'eau potable est conservée. Selon une évaluation à la mi-2023, plus de 600 latrines avaient été construites à Búzi et à Sussundenga par la population du village, le gouvernement local et des artisan-e-s chevronné-e-s. « Tout le monde s'y est mis, solidairement. La communauté a aussi construit des latrines pour les personnes âgées, ou en situation de handicap, qui ne pouvaient pas le faire elles-mêmes », explique fièrement la rainha. L'étude externe a aussi montré que les latrines étaient désormais plus utilisées qu'avant, par les enfants comme par les adultes. Il n'y a pas eu un seul cas de choléra à Nhanhemba l'an dernier.

Pour que les choses continuent sur cette voie, il faut informer et sensibiliser en permanence. C'est l'esprit tranquille que nous reprenons la route vers Chimoio : Raice Jossias veillera à ce que les militant-e-s gardent le cap.

*Discussion sur les mesures nécessaires pour l'eau propre lors d'un rassemblement de village à Nhanhemba.*



## DES SYNDICATS SOUS PRESSION

En Indonésie, la société civile se voit de plus en plus nier ses droits fondamentaux. Illustration dans l'industrie de l'extraction de nickel aux Célèbes.

Texte : *Indro Laksono, coordinateur du projet* ; photo : *RCM DKI Media*

PT Gunbuster Nickel Industry (PT.GNI), une entreprise travaillant dans l'extraction de nickel à Morowali, sur l'île de Célèbes, a licencié plusieurs syndicalistes. « Les firmes discréditent les nouveaux syndicats et cherchent à les dissoudre », explique Katsaing, ex-président de l'Union nationale des travailleur-euse-s (SPN) de Morowali. La vague de licenciements a débuté en 2022, trois mois après sa fondation. Depuis, PT.GNI a congédié 10 membres du syndicat, soutenu par Solidar Suisse, ou n'a pas renouvelé leur contrat. Deux d'entre eux ont en plus une plainte sur les bras. Ils sont accusés d'avoir attisé les troubles qui ont éclaté le soir d'un jour de grève en janvier 2023. Alors même que la grève était terminée dès midi et malgré l'absence de toute preuve tangible, ils risquent quatre ans de prison.

Avec cette grève, la SPN de Morowali appelait entre autres PT.GNI à mettre en œuvre les mesures légales de santé et de sécurité au travail, à mettre fin aux réductions de salaire injustifiées, à ne plus engager de personnel permanent dans le cadre de contrats à durée déterminée et à réembaucher les syndicalistes licencié-e-s.

### Une criminalisation systématique

D'autres syndicats aussi sont concernés par la criminalisation croissante dans l'industrie du nickel. Selon Budi Sudrajat (nom modifié), membre de la fédération des métallurgistes FSPMI, les entreprises de la région industrielle de Morowali ont même essayé de démanteler l'union des métallurgistes (SPL) :

« Dès que le nom des responsables des syndicats

est connu, les entreprises cherchent un prétexte pour les licencier, et les forces de l'ordre terrorisent leurs familles, explique Budi Sudrajat. La plupart ne résistent pas longtemps à cette pression. » Ces atteintes à la liberté de réunion et d'expression n'affectent pas seulement les travailleur-euse-s des mines de nickel ; elles sont aussi une réalité dans les communes avoisinantes. Sur l'île de Wawonii, au large des Célèbes, par exemple, la police a convoqué de petit-e-s agriculteur-trice-s qui avaient protesté contre l'extraction de nickel. Ayant appris que des agricultrices et agriculteurs qui n'avaient pas voulu vendre leurs terres à l'entreprise n'avaient plus quitté le poste de police, ces personnes ont refusé d'obtempérer et se sont cachées dans la forêt pendant presque deux mois.

### Violation des droits fondamentaux

Si la criminalisation et le harcèlement font désormais partie du quotidien, c'est aussi à cause d'une restriction insidieuse des droits civils. Ces dernières années, le gouvernement n'a cessé d'édicter des lois limitant la liberté d'association, de réunion et d'expression protégée par la Constitution. Depuis la loi sur les emplois adoptée en 2020, il est par exemple plus facile de licencier du personnel : les entreprises ne sont plus obligées d'offrir un poste fixe aux travailleur-euse-s temporaires qu'après cinq ans au lieu de trois, elles peuvent alors se débarrasser des syndicalistes et intimider la main-d'œuvre. En outre, le nouveau Code pénal de 2023 criminalise les personnes qui organisent des manifestations et sanctionne l'offense aux symboles de l'État.

Cette restriction de la marge de manœuvre de la société civile n'a toutefois pas ébranlé l'esprit de résistance des travailleur-euse-s : une alliance de syndicats réclamant l'interdiction des contrats à durée déterminée pour les postes fixes est en train d'être mise sur pied à Morowali, où de nombreuses entreprises transgressent les réglementations en matière d'emploi.

*Des manifestant-e-s demandent la fin de la criminalisation des membres de la SPN de Morowali le 12 mai 2023 devant le siège de la police à Jakarta Sud.*





Photo : aimablement mise à disposition

## DES ONG SUISSES BÂILLONNÉES

Johanna Michel, représentante du Bruno Manser Fonds (BMF) et de l'Alliance suisse contre les SLAPP, dont fait aussi partie Solidar, décrit les tactiques d'intimidation de la société civile dans notre pays.

Interview : Katja Schurter, rédactrice de Solidarité

*L'Alliance suisse contre les SLAPP a été fondée l'automne dernier. Pourquoi ?*

Contrairement à l'UE et aux États-Unis, la Suisse ne fait rien contre l'intimidation des ONG et journalistes critiques. C'est ce qui rend notre alliance nécessaire.

*Que font les autres pays contre les SLAPP ?*

En avril 2022, après le meurtre de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia, qui était visée par 47 plaintes avant sa mort, l'UE a présenté un projet de directive (anti-SLAPP). Nous nous engageons pour une loi adaptée au contexte suisse.

*Les SLAPP ont-ils augmenté ?*

Avant 2018, une seule ONG suisse avait fait l'objet d'une plainte. En 2022, elles n'étaient pas moins de 6, pour 12 plaintes au total. Il n'y a pas de chiffres

pour le secteur médiatique. Ce qui est sûr, c'est que des journalistes renoncent à publier certains articles par peur des plaintes.

*Que fait l'Alliance concrètement ?*

Nous révélons les attaques contre les ONG et journalistes et les soutenons. Nous favorisons l'échange, informons et promouvons des solutions politiques. En mai 2022, une intervention en faveur d'une loi a encore été rejetée, car soi-disant inutile en Suisse. On prend de plus en plus conscience du problème, mais la route est encore longue. Il ne doit plus y avoir d'avantage à porter plainte contre un reportage indésirable plutôt que de changer la pratique critiquée.

*Le BMF a déjà été victime d'une SLAPP.*

Oui, pour avoir épinglé la corruption comme l'une des causes de

la déforestation. En 2018, le BMF a été poursuivi par la fille du potentat malaisien, Jamilah Taib. La plainte portait principalement sur le grief de droit civil de l'atteinte à la personnalité. 250 de nos publications devaient être supprimées et toute déclaration associant les plaignant·e·s à la corruption et au blanchiment d'argent interdite. Le jugement n'a pas encore été rendu. En revanche, une procédure pénale pour délit économique présumé a été abandonnée l'an dernier. Les plaignant·e·s ont en plus engagé le Cabinet privé de conseils, une agence genevoise de relations publiques, pour monter le public contre nous. Un site web contre le BMF a été créé et on a tenté de nous nuire économiquement en nous dénonçant auprès de l'administration fiscale. Nous avons porté plainte en retour pour accusations calomnieuses. La coalition européenne CASE voit notre affaire comme le premier cas de SLAPP en Suisse. Le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseur·euse·s de l'environnement s'est dit inquiet du fait que la Suisse ne protège pas ces personnes des procédures-bâillons.

*La campagne a-t-elle conduit à un tarissement des dons ?*

Non, les donatrices et donateurs ont été très solidaires en soutenant spécifiquement notre travail juridique. Sans cela, nous aurions difficilement pu nous défendre contre cette plainte.

*Qu'est-ce qu'une SLAPP ?*

*Une « Strategic Lawsuit Against Public Participation » est une plainte stratégique injustifiée déposée par des parties prenantes dotées d'un fort pouvoir financier dans l'objectif de museler les voix critiques de la société civile.*  
**alliance-contre-slapp.ch**



Photo : Katya Moskaljuk

## DEUX ANS DE GUERRE EN UKRAINE

Dans les premiers mois de l'invasion russe, Solidar a soutenu des personnes réfugiées d'Ukraine en Roumanie. Grâce à un point de contact, celles-ci ont pu mieux faire face à ce qu'elles avaient vécu et trouver leurs marques. Nous n'avons pas tardé à intervenir en Ukraine, où nos organisations partenaires locales VIS à Vinnytsia et Vostok SOS dans les oblasts de Transcarpatie et Dnipropetrovsk offrent un soutien psychologique, surtout aux femmes et aux enfants, et renforcent leurs compétences sociales. Les personnes les plus affectées ont reçu un soutien financier pour couvrir leurs besoins fondamentaux et se procurer des radiateurs pour les journées d'hiver. Des habitant-e-s des zones de combat les plus féroces dans l'est du pays ont également été évacué-e-s. Nous poursuivons ce soutien cette année.

## GRAND RETENTISSEMENT POUR LA CAMPAGNE \*\*\*CK FRIDAY

En novembre 2023, nous avons sensibilisé le grand public suisse au lien entre la consommation de masse et les misérables conditions de travail dans les usines électroniques avec notre campagne \*\*\*ck Friday. Une étude commandée par Solidar Suisse avait démontré la corrélation directe entre les pics de vente tels que le Black Friday et les mauvaises conditions de travail dans les sites de production d'appareils électroniques en Asie. Notre campagne a été largement relayée par les médias et plus de 7700 personnes ont signé la pétition appelant les enseignes d'électronique à assurer la transparence et des conditions de travail décentes dans leurs chaînes d'approvisionnement. Nous poursuivons notre engagement en 2024, y compris au niveau légal.



Image : Spinas Civil Voices



Photo : Solidar Suisse

## MANIFESTATION ANTIVIOLLENCE AU SALVADOR

Le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, des femmes des organisations partenaires de Solidar Moamuch et Cordes ont manifesté dans la capitale San Salvador pour dénoncer les violences et les violations des droits humains visant celles-ci. Elles ont appelé à la fin des féminicides et des viols et à la justice pour les victimes de violences sexistes. C'était le coup d'envoi de la campagne mondiale « 16 jours contre la violence faite aux femmes », à laquelle Solidar participe aussi en Suisse. Moamuch et Cordes agissent à Chalatenango pour donner aux femmes un meilleur accès à la santé, à l'éducation et au travail, soutiennent les victimes de violences et encouragent les femmes à s'engager en politique.

# BONS CONSEILS EXPOS, LIVRES ET MUSIQUE DES COLLABORATEURS-TRICES DE SOLIDAR



## Guerre et humanité dans « Avant la longue flamme rouge » de Guillaume Sire

La guerre civile écorche le Cambodge. Saravough, 11 ans, est séparé de sa famille et se lance à la recherche des siens. Dans ce récit, fiction et réalité s'entrechoquent. La cruauté de la

guerre est tangible, mais nuancée par un réalisme magique. Le style d'écriture mêle références religieuses, culturelles, littéraires au merveilleux et à l'ironie. Lecteurs et lectrices ressortiront envoûté-e-s de cette épopée si humaine et universelle.

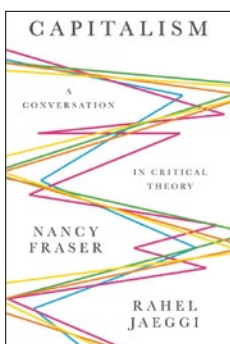
*Sylvie Kipfer*



## End it – New Wage Slavery

Pour Solidar Suisse, l'EP *Unpleasant Living* du groupe End It de Baltimore est un véritable cri du cœur. Un rien direct dans le choix des mots, certes,

mais sur le principe, nous adhérons sans réserve aux paroles de morceaux comme *New Wage Slavery*. Il offre précisément ce que son titre promet : un regard critique sur la répartition inégale du travail et des richesses. Un formidable exutoire pour évacuer sa colère face aux inégalités. Huit minutes pour six chansons. Le punk hardcore n'a jamais eu besoin de plus pour formuler ses principaux arguments. *Benjamin Gross*



## Capitalism : A Conversation in Critical Theory (Fraser & Jaeggi, 2020)

Sous forme de conversation, les philosophes Nancy Fraser et Rahel Jaeggi montrent de façon limpide que le capitalisme est bien plus qu'un type de système économique, bien plus que la confrontation travail-capital. Jonglant

entre exemples concrets du quotidien et conceptions philosophiques, les deux féministes décrivent les différents échelons d'une société capitaliste ainsi que son développement historique, montrent le rapport entre eux et expliquent comment ils se conditionnent mutuellement et, en même temps, se contredisent et se combattent. Elles exposent par ailleurs avec une grande clarté la manière dont doit se présenter la critique si l'on veut en tirer des conclusions propices au changement. Dans la dernière partie, les autrices envisagent la forme que pourraient prendre ces changements en allant bien au-delà d'une simple critique du capitalisme.

*Michel Liechti*



## Anu Pöder : Space for my body

Dès que j'en ai la possibilité, je fais escale au Muzeum Susch sur la route pour l'Engadine. Car il y a toujours quelque chose à découvrir dans ce bâtiment ancien, qui vaut déjà le coup d'œil en soi. La riche mécène

polonaise Grazyna Kulczyk y a créé une plateforme « spécifiquement (mais pas exclusivement) empreinte d'une profonde compréhension à l'égard de la position des artistes », dont elle souhaite contribuer à la reconnaissance et à la visibilité. Des œuvres de l'artiste estonienne Anu Pöder y sont actuellement exposées. Créées entre 1978 et 2012, elles renvoient aussi, avec leurs matériaux tout sauf conventionnels, aux différents systèmes politiques de cette période. L'espace manque ici pour commenter l'exposition : découvrez-la par vous-même, vous avez encore jusqu'au 30 juin ! *Katja Schurter*



## **LE CARBURANT D'UN MONDE PLUS JUSTE**

Paula Hromkovicova et Léa Fridrich travaillent chez Solidar Suisse depuis un et deux ans respectivement. Qu'est-ce qui motive les deux jeunes femmes à gérer les successions ?

*Texte : Christof Hotz ; photo : Solidar Suisse*

Léa Fridrich et Paula Hromkovicova sont arrivées chez Solidar Suisse par des chemins très différents. Paula Hromkovicova, née en Allemagne et installée en Suisse depuis l'âge de 12 ans, a étudié la biologie et détient un master en environnement et en ressources naturelles. C'est lors d'un stage dans le domaine de la coopération internationale qu'elle a pris goût à la collecte de fonds : « J'aime éveiller l'intérêt des personnes et des institutions pour des projets porteurs de sens. Et j'apprends tous les jours. »

La jeune femme de 31 ans a débuté chez nous en mars dernier en tant qu'assistante de la collecte de fonds institutionnelle et est aujourd'hui responsable du secteur public et des grandes donatrices et des grands donateurs. Elle s'occupe également des successions en Suisse alémanique.

Léa Fridrich est responsable de la Fedevaco et de la FGC en Suisse romande, les deux organisations qui répartissent les fonds publics pour des projets audités dans les cantons de Vaud et de Genève. Elle a précédemment travaillé dans les domaines du marketing, des relations publiques et de la collecte de fonds. Après des stages dans le secteur des produits de luxe et auprès d'ONG, son choix était vite fait : « Je me suis rapidement rendu compte que

je voulais faire un travail qui avait du sens. J'ai donc cherché une organisation sans but lucratif dans le domaine de la coopération internationale. Quand j'ai vu l'effet direct de mon travail de bureau lors d'une visite de projet au Salvador l'an dernier, j'ai compris toute l'influence positive que l'engagement de Solidar Suisse a sur les conditions de vie des personnes. L'argent que je demande est une sorte de carburant qui produit des choses porteuses de sens », constate la jeune femme de 28 ans.

### **Voir plus loin que sa propre famille**

Et ce carburant, il en faudra encore beaucoup avant de parvenir à un monde juste, écologique et pacifique. « C'est un objectif pour lequel s'engagent aussi nos donatrices et donateurs, qui sont très solidaires », se réjouit Paula Hromkovicova. « Nous vivons bien en Suisse, mais pour que les générations futures puissent encore vivre bien, le monde doit aussi aller mieux dans son ensemble. Le fait de léguer ne serait-ce qu'une petite part de sa succession à Solidar peut avoir d'immenses bienfaits. Pour cela, il faut toutefois rédiger son testament correctement. Ce sont des connaissances que j'ai envie de transmettre. » Léa Fridrich voit autant de chances que de

*Paula Hromkovicova et Léa Fridrich s'engagent pour un monde dans lequel le travail de Solidar Suisse deviendrait inutile.*

difficultés dans le fait de parler des sujets tabous que sont la mort et le testament. « Nous avons beaucoup de donatrices et donateurs extrêmement fidèles qui sont parfois lié·e·s à Solidar depuis des décennies. Beaucoup connaissent parfaitement notre travail et s'engagent pour des questions sociales. C'est à la

**Carlo Sommaruga**  
Président de Solidar



### Des procédés efficaces

Solidar Suisse attache beaucoup d'importance à l'impact de son travail sur le terrain. Il est concret et palpable dans deux de nos axes d'intervention prioritaires : le travail décent et l'action humanitaire. Nous savons par exemple que les paiements mensuels aux femmes fuyant la guerre en Ukraine sont très efficaces. Des effets tout aussi incontestables quand de jeunes Bolivien·ne·s gèrent des revenus grâce à nos modules de formation professionnelle. Avec les évaluations, nous apportons des preuves solides de notre efficacité et rendons des comptes à nos bailleurs de fonds et à toutes les parties impliquées dans un projet.

Parfois, une approche judicieuse produit des effets moins rapides, comme le montre l'étude d'impact de ce numéro : les personnes concernées analysent le contexte, exposent les problèmes et trouvent des solutions avec l'ensemble des parties impliquées. Ces procédés collectifs sont au cœur de notre troisième axe de travail prioritaire : la promotion de la participation démocratique. Quand les femmes, les hommes et les jeunes contribuent à choisir et organisent les développements qui les concernent, ceux-ci répondent à leurs besoins et améliorent durablement la situation.

Le projet du Conseil fédéral et du Parlement de réduire drastiquement le soutien financier apporté aux processus de développement n'est pas seulement un affront scandaleux, mais aussi une mesure à très courte vue. Car les conséquences d'un monde de plus en plus fragile, injuste et violent frapperont la Suisse de plein fouet.

*Découvrez en vidéo les impressions de Carlo Sommaruga lors de son voyage en Bolivie en juillet 2023.*




---

**« Pour que les générations futures puissent vraiment vivre bien, le monde doit aussi aller mieux dans son ensemble. »**

---

fois captivant et délicat de les encourager à ne pas penser qu'à l'avenir de leur propre famille pour leur succession, mais à soutenir aussi les populations des pays du Sud. » Elles ont donc hâte de planifier des actions communes pour échanger personnellement avec les donatrices et donateurs.

### À quoi ressemblerait un monde meilleur ?

Léa Fridrich, grande amatrice de poterie, de couture, de sport ou de lecture pendant son temps libre, ne doit pas réfléchir bien longtemps quand on lui demande comment elle imagine un monde meilleur : « Je souhaite une résolution pacifique de toutes les guerres et de tous les conflits et que plus aucun être humain ne soit opprimé pour sa nationalité, sa religion ou son mode de vie. » Paula aime faire du sport, danser, voyager et passer des moments entre ami·e·s ou en famille. Elle souhaite un avenir dans lequel le travail de Solidar deviendrait inutile, parce que chaque être humain aurait assez pour vivre et qu'une coopération d'égal à égal se serait substituée à la coopération au développement. Elles aspirent toutes deux à un monde empreint de respect mutuel et responsable, duquel les injustices et les inégalités révoltantes ont disparu. Le fait que Solidar Suisse se batte précisément en ce sens est une motivation importante de leur engagement.

À la suite de cet échange inspirant avec mes deux jeunes collègues, je peux prendre ma retraite en toute sérénité après plus de dix-sept années chez Solidar Suisse, car je le sais : mon héritage et celui de l'ensemble des donateurs et donatrices resteront entre de bonnes mains.

	1		8	5				9
			4				7	
9	6				3			8
		9	5		7			4
1		7				8		5
6			3		8	7		
5			7				3	6
	7				5			
3				4	1		5	

## LE SUDOKU DE SOLIDAR

Complétez les cases vides avec les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3x3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante :

1=A, 2=E, 3=T, 4=C, 5=M, 6=I, 7=D, 8=O, 9=R

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par courrier à [contact@solidar.ch](mailto:contact@solidar.ch), objet « sudoku »

**1<sup>er</sup> prix** Une pochette du Women Crisis Center au Cambodge

**2<sup>e</sup> prix** Un sac en toile du Burkina Faso

**3<sup>e</sup> prix** Un marque-page en argent de Bolivie

**La date limite d'envoi est le 15 mars 2024.** Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 2/2024. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateurs-trices de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans le Solidarité 4/2023 était « Secours en mer ». Anne-Corinne Bruche de Fully a gagné un sac du Salvador, Dietrich Vandré un porte-monnaie du Women Crisis Center au Cambodge et Béatrice Thiérmard-Clémentz de La Chaux-de-Fonds un marque-page en argent de Bolivie.

### Solution :

--	--	--	--	--	--	--	--	--



### Agir et améliorer le monde

Le Matin Dimanche « Supplément Dons », 26.11.2023

Le Burkina Faso continue de compter parmi les pays les plus pauvres du monde. La majorité de la population ne sait ni lire ni écrire. D'abord parce que beaucoup d'enfants doivent travailler aux champs ou dans les mines pour ramener de l'argent à leur famille, et ne peuvent aller régulièrement à l'école. Ensuite, parce qu'il existe 59 langues et que, pendant des décennies, l'enseignement n'était donné qu'en français, une langue que très peu d'enfants parlent à la maison. Les enfants issus des familles les plus pauvres n'arrivent pas à suivre les cours. Ils n'ont ainsi aucune possibilité d'apprendre un métier et de sortir du piège de la pauvreté.

En collaboration avec des organisations partenaires locales, Solidar Suisse propose aux enfants qui ont arrêté l'école une formation de base de quatre ans bilingue, donnée à la fois dans une des langues nationales et en français. En fin d'études, un diplôme donne accès à un apprentissage.



### Affaires et arnaques

La Liberté, 24.11.2023

Solidar Suisse n'y va pas par quatre chemins. Dans sa dernière campagne, l'ONG assimile le Black Friday au « Fuck Friday » sans l'écrire explicitement. Sa responsable de la communication pour la Suisse romande, Sylvie Kipfer, explique : « Nous souhaitons ainsi attirer l'attention des consommateurs sur le revers de la médaille des articles à bas prix et des rabais. »

Elle cible tout particulièrement l'électronique, un secteur friand de soldes à répétition. Or, ces produits sont souvent fabriqués en Asie dans des conditions déplorables tant du point de vue humain que de la protection de la planète. Les employés des usines asiatiques font les frais de la forte demande des consommateurs durant le Black Friday, avec des horaires de travail à rallonge et des contrats de travail précaires à durée déterminée, sans aucune protection sociale.



### Le Black Friday, entre bonnes affaires et surconsommation

RTS « On en parle », 20.11.2023

La période du Black Friday est au choix considérée comme propice aux bonnes affaires ou synonyme d'une surconsommation frénétique. Comment garder la tête froide pour acheter de manière responsable ? Les conseils de Solidar : on peut facilement réparer les appareils électroniques, il est possible de changer la batterie d'un ordinateur et il existe de nombreuses plateformes en ligne qui vont fournir le matériel et expliquer les réparations étape par étape.

Il y a également de nombreuses plateformes en ligne qui favorisent l'échange et le partage. Il n'est peut-être pas nécessaire d'acheter un vidéoprojecteur pour un événement, mais en emprunter un ou le partager avec d'autres personnes peut être une solution. Un fait également assez méconnu : les appareils électroniques peuvent être recyclés. 85 % des matériaux sont recyclables et ils sont directement repris par les détaillants.

## S'ENGAGER

Luttez avec nous pour un monde équitable. Il existe de nombreuses possibilités, à petite ou à grande échelle. Voici quelques exemples concrets.

### Faire une bonne action par-delà la mort

Vous en avez la possibilité en incluant Solidar Suisse dans votre testament. Vous trouverez de plus amples informations sur notre site internet. Notre collaboratrice Léa Fridrich se fera un plaisir de vous conseiller de manière confidentielle, professionnelle et discrète sur la planification de votre succession.

Courriel : [lea.fridrich@solidar.ch](mailto:lea.fridrich@solidar.ch)



### TESTAMENT

[solidar.ch/fr/agir/legs-et-testaments](https://solidar.ch/fr/agir/legs-et-testaments)

### Quiz sur la limitation de la société civile

En 2022, combien d'ONG ont fait l'objet de plaintes visant à les empêcher de publier des reportages critiques en Suisse ? Dans quelle mesure les procédures-bâillons ont-elles augmenté en Europe ? Y a-t-il plus d'autocraties ou de démocraties dans le monde ? Combien de démocraties ont restreint la liberté d'expression ou de la presse en Asie ? Testez vos connaissances sur la limitation de la marge de manœuvre de la société civile en Suisse et ailleurs.



### VERS LE QUIZ

[solidar.ch/fr/quiz](https://solidar.ch/fr/quiz)

### Diminuer sa consommation

Les bonnes solutions alternatives ne manquent pas pour sortir du piège de la surconsommation. Nous avons rassemblé six astuces pour vous.



### PARTICIPER

[solidar.ch/fr/diminuer-sa-consommation](https://solidar.ch/fr/diminuer-sa-consommation)

ENSEMBLE

## IMPRESSUM

**Éditeur** Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, 8005 Zurich, tél. 021 601 21 61, e-mail : [contact@solidar.ch](mailto:contact@solidar.ch), [www.solidar.ch](http://www.solidar.ch)  
IBAN : CH49 0900 0000 1001 4739 9  
Membre du réseau européen Solidar  
**Rédaction** Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Benjamin Gross, Sylvie Kipfer, Cyrill Rogger

**Layout** artischock.net  
**Traduction** Katja Schurter, alingui  
**Correction** Jeannine Horni, Catherine Vallat  
**Impression et expédition** Mattenbach AG, Technoramstrasse 19, 8404 Winterthur  
Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex. Le prix de l'abonnement est compris dans la

cotisation (membres individuels 70.– par an minimum, organisations 250.– minimum).  
Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

**Dernière page** Un grand merci pour votre soutien en faveur des personnes réfugiées en Ukraine ! Photo : Katya Moskalyuk/Fairpicture

Votre don en  
bonnes mains.





## Soutenir les personnes réfugiées en Ukraine

Cela fera bientôt deux ans que la Russie a envahi l'Ukraine. Grâce à votre contribution, nous avons aussitôt pu intervenir et soutenir des personnes réfugiées en Roumanie. Aujourd'hui, avec nos organisations partenaires, nous offrons un soutien psychosocial et de l'argent aux personnes les plus affectées en Ukraine et continuerons de le faire cette année. Un grand merci pour votre solidarité !



[solidar.ch/fr/ukraine](https://solidar.ch/fr/ukraine)

# MERCI !